

## ARRETE N° 2026 – 38

**OBJET : Arrêté de demande d'occupation du domaine public au 10 rue Pasteur pour la mise en place d'un échafaudage.**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5 et L.2213-1 à L.2213.6 concernant les pouvoirs de Police du Maire,

**VU** le Code de la Route, et notamment ses articles L325-1, L325-3 et L325-9 concernant le stationnement gênant, l'enlèvement des véhicules et leur mise en fourrière et l'article R411-25 relatif à la signalisation routière et les articles R.411-8 et R.417-1 du Code de la Route,

**VU** la loi n° 82-213 du 02/03/82 sur les droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-263 du 22/07/82,

**VU** le code Pénal, et notamment son article R.610-5,

**VU** la Loi n° 2004-89 du 13/08/2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – quatrième partie - signalisation de prescription, approuvée par arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée.

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – huitième partie, signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

**VU** l'arrêté 2020-49 « Circulation interdite aux poids lourds sur le territoire de la Commune de La Norville »

**VU** la circulaire interministérielle n°230 du 16 avril 1971 qui incite les autorités municipales à élaborer des plans de circulation

**VU** la demande du 18 mai 2026 de Monsieur Amaury BOURAYNE

**VU** la déclaration préalable **DP0914572510069**

### ARRETE

**Article 1** : Autorisation de mise en place d'un échafaudage sur le trottoir devant le 10 rue Pasteur pour la réfection de la toiture.

**Echafaudage autorisé du 26 mai au 26 juillet 2026**

**Article 2** : Mettre un filet de protection autour de l'échafaudage ainsi que des plots de sécurités

**Si l'une de ces recommandations n'est pas effective, l'arrêté sera non valide.**

L'installation ne devra en aucun cas empiéter sur la chaussée afin de ne pas gêner la circulation des véhicules,

**Article 3** : L'entreprise aura à sa charge la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public et sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Ladite signalisation devra être conforme aux dispositions alors en vigueur.

Le présent arrêté sera affiché par la société le temps des travaux.

La circulation au droit du chantier devra se faire en observant la plus grande prudence et suivant les directives du chef de chantier.

**Article 4** Les véhicules gênants feront l'objet d'un enlèvement ou d'une verbalisation par les forces de l'ordre.

**Article 5** : Une déviation piétonne sera mise en place de façon à assurer la sécurité des usagers.

**Article 6** : Une signalisation appropriée sera mise en place par les soins du bénéficiaire de l'autorisation 48 heures avant l'intervention.

SCAFFO LOC – 12 Rue Gutenberg – 91620 NOZAY – Tel : 0169800262

**L'entreprise sera responsable de tout incident pouvant survenir du fait de son chantier.**

Tous les panneaux de signalisations devront être rétro réfléchissants (Classes 2).

**Article 7** : La remise en état de la voirie sera traitée avec le plus grand soin par l'entreprise en charge des travaux.

**Article 8 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entrainera la suspension immédiate du chantier.**

**Article 9** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur Amaury BOURAYNE
- La société SCAFFO LOC
- La société LUCARTDOISES
- Le Commissariat d'Arpajon
- Les services de Cœur d'Essonne Agglomération
- Les services de la mairie de La Norville

Chargés chacun en ce qui le concerne de son application et publiée par voie d'affichage.

Fait à LA NORVILLE, le 18/05/2026

L'Adjoint au Maire  
En charge de l'urbanisme, aménagement du territoire  
Et tranquillité publique

Jérémie KLEIN

